

Le 15 mai 2008 marque le 60^e anniversaire de la déclaration d'indépendance de l'Etat d'Israël. Le mythe d'«une terre sans peuple pour un peuple sans terre» a servi à occulter pendant longtemps la Nakba, la catastrophe causée par l'expulsion forcée de plus de 700 000 Palestiniens et par la destruction de centaines de villages entre 1947 et 1949.

Les expulsions et la déposssession du peuple palestinien de ses droits historiques se perpétuent jusqu'à nos jours par l'occupation militaire de la Cisjordanie, de la Bande de Gaza et de Jérusalem-Est, la construction du Mur, l'implantation de colonies, les discriminations à l'égard des Palestiniens d'Israël et le refus de reconnaître le droit au retour des réfugiés-e-s.

Les activités organisées du 27 avril jusqu'à la fin du mois de mai par le CUP et par certaines de ses organisations membres doivent servir à réhabiliter le long combat du peuple palestinien pour la reconnaissance de ses droits et pour la reconnaissance du déni de justice depuis 1948.

Cette reconnaissance est un préalable indispensable à toute solution de paix qui doit être basée sur le respect des droits humains, la reconnaissance du droit à l'autodétermination du peuple palestinien et l'application du droit international pour toutes les populations concernées. La Suisse, comme l'ensemble de la communauté internationale doit intervenir pour la reconnaissance et l'application de ces droits.

La lutte du peuple palestinien traverse une des phases plus difficiles de son histoire. Assiégés à l'intérieur de la Bande de Gaza et dans les enclaves de Cisjordanie, on demande aux Palestiniens de négocier une paix alors qu'ils sont soumis à un blocus économique, à des incursions militaires meurtrières quotidiennes et au grignotage incessant de leur territoire par la construction de colonies.

Plus que jamais, les militant-e-s de la solidarité internationale avec le peuple palestinien appellent à participer aux meetings et autres manifestations prévues au mois de mai.

Tobia Schnebli • militant du Collectif Urgence Palestine (CUP)-GE
Organisations membres du CUP-Genève:
 Association Droit pour Tous, CETIM Centre Europe Tiers-Monde, Femmes en Noir - Genève, GSsA Groupe pour une Suisse sans Armée, Meyrin-Palestine, Parrainage d'enfants Palestine, Ligue Suisse des droits de l'Homme GE, solidaritéS, CUP Nyon - La Côte, Secours social palestinien, SIT Syndicat interprofessionnel de travailleurs-euses, SSP/Vpod Syndicat des services publics, UNIA-GE, Aide sanitaire Suisse aux Palestiniens, Association Suisse-Palestine...

Campagne du Collectif Urgence Palestine (CUP) à l'occasion du 60^e anniversaire de création de l'Etat d'Israël et de la Nakba - la catastrophe pour le peuple palestinien

La Nakba a 60 ans...

60 ans d'expulsion

Au cours des mois qui ont précédé et suivi la création de l'Etat d'Israël, en 1948, les trois quarts de la population arabe ont été expulsés. Les bombardements des villes côtières, les attaques sur les villages isolés, l'expulsion des civils des zones urbaines, les massacres opérés par les groupes militaires sionistes ont expulsé la population indigène arabe hors de sa terre natale. En quelques mois, le «transfert» par la force a déraciné plus de 700 000 personnes.

Expulsion planifiée

Cette expulsion, analysée minutieusement par de nombreux chercheurs, éclairée par les derniers travaux de l'historien israélien Ilan Pappé, s'est déroulée de façon systématique et planifiée. La direction sioniste, constitué autour de David Ben Gourion, avait en sa possession des informations détaillées concernant les villes et villages arabes et sur les capacités de résistance des Palestiniens. Ces données ont fourni la base des plans militaires (Plan Dalet) pour l'expulsion de la population arabe hors du futur Etat d'Israël.

Eliminer les traces

Dans les années qui ont suivi sa création, Israël a mis en place toute une stratégie visant à occulter toute trace de la présence arabe sur cette terre. 347 villages palestiniens ont été rasés, les noms des lieux «hébraïsés», les vestiges archéologiques



Camp de réfugiés à Deishe, 1949

enfouis sous des parcs d'attractions, les maisons vidées de leurs occupants ont été déclarés «biens vacants» et réquisitionnées pour les nouveaux immigrants. L'interdiction de retour dans leurs foyers a été prononcée contre les personnes déplacées de quelques kilomètres. Les réfugiés-e-s, tentant le retour depuis leur exil, furent punis sévèrement, beaucoup furent abattus. Le nouvel Etat israélien s'est approprié une grande partie des terres palestiniennes.

Mythes

Ce nettoyage ethnique de la Palestine a été profondément enfoui par une histo-

riographie officielle qui a entretenu les mythes «fondateurs» de la société israélienne, du mythe sioniste précurseur d'«une terre sans peuple pour un peuple sans terre» à celui du «départ volontaire» des Palestiniens encouragés par les appels des dirigeants arabes en 1948. L'entreprise coloniale israélienne a été transformée en un bienfait «*faisant fleurir le désert*».

Pour que la vérité historique soit rétablie, il aura fallu une volonté farouche des Palestiniens pour reconstituer l'histoire de leur tragédie la «Nakba» ainsi que les recherches critiques d'une nouvelle génération d'historiens israéliens. II

La dépossession se poursuit!

Les discriminations et les expulsions se sont poursuivies également après la première expulsion de masse de la population palestinienne liée à la création de l'Etat d'Israël en 1948...



En 1967, 430 000 Palestiniens ont été expulsés-e-s hors de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. Depuis 2002, avec la construction du Mur dans les territoires occupés et à Jérusalem, la politique d'expulsion connaît une nouvelle aggravation: destructions de maisons, expropriations des terres et privation du droit de séjour. En Israël même, ce sont aujourd'hui en premier lieu les Bédouins du Néguev qui sont touchés par une destruction de leur culture et de leur mode d'habitat, et par des transferts forcés. Mais les Palestiniens, restés-e-s dans leurs villages après 48, voient aussi leurs maisons détruites, selon un nouveau plan de «développement» visant à accélérer le transfert de la population palestinienne hors d'Israël.

Expulsés par la colonisation

Inhérente au projet sioniste depuis ses origines à la fin du XIX^e siècle, la colonisation a reçu son véritable élan après la guerre des Six Jours grâce aux gouvernements travaillistes en place. L'arrivée au pouvoir du Likoud en 1977 a encore accéléré cette dynamique. La faillite du processus d'Oslo dans les années 90 s'explique aussi par l'augmentation du nombre de colons en Cisjordanie qui passe de 100 000 en 1992 à 151 000 en 1996. Il faut souligner que toutes les colonies installées dans les territoires palestiniens occupés sont illégales d'après le droit international.

Aujourd'hui 400 000 colons israéliens vivent en Cisjordanie et à Jérusalem Est. Les territoires palestiniens sont désarticulés, enclavés et les perspectives d'autonomie sont plus que réduites.

A côté de Jérusalem, la vallée du Jourdain fait actuellement partie des régions prioritaires pour la politique israélienne de colonisation et d'annexion. Une moitié de ce territoire est déjà contrôlée par des colonies et des parts supplémentaires importantes ont été déclarées zones militaires interdites. Il ne reste aux agriculteurs palestiniens que 4 % de leurs terres arables. L'accès à la vallée est totalement contrôlé par l'armée. Depuis avril 2006, seuls les Palestiniens domiciliés-e-s dans la vallée du Jourdain et âgés-e-s de plus de 30 ans ont le droit de franchir les *check points*. Avec la destruction massive des habitations et des puits, tout est fait pour rendre la vie dans la vallée impossible aux Palestiniens. Ceci constitue aussi un processus d'expulsion silencieuse.

Expulsés par la construction du Mur

Depuis 2002, Israël construit un Mur de 730 kilomètres de long en Cisjordanie occupée. Il sépare les colonies juives, les sources d'eau, ainsi que les terres arables, des villes et villages palestiniens; le déplacement et l'accès à ces cultures sont devenus inaccessibles aux

Palestiniens-e-s. D'après des déclarations officielles, le gouvernement veut annexer la moitié des surfaces des terres palestiniennes soustraites grâce au tracé du Mur.

De nombreux Palestiniens ne peuvent même plus atteindre leur lieu de travail en Cisjordanie et sont souvent coupés de leurs parents, de leurs hôpitaux et de leurs écoles. La situation est très grave à Jérusalem où, à cause de la construction du Mur, 80 000 habitant-e-s palestiniens se sont vus privés du droit et de la possibilité de se déplacer librement dans leur ville et d'accéder aux services du centre, que ce soit pour l'accès aux soins médicaux, pour se rendre au travail, ou simplement pour des achats ou des visites.

Avec la résolution ES-10/15 du 20 juillet 2004, l'Assemblée générale des Nations Unies a entériné l'avis de droit de la Cour Internationale de Justice qui a condamné l'édification du Mur parce qu'elle est contraire au droit international. La résolution exige que l'Etat israélien mette un terme à sa construction, démantèle les parties construites et répare les dommages causés. Elle affirme aussi que: «*Tous les Etats sont dans l'obligation de ne pas reconnaître la situation illicite découlant de la construction du Mur et de ne pas prêter aide ou assistance au maintien de la situation créée par cette construction; tous les Etats parties à la qua-*

trième Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949, ont en outre l'obligation, dans le respect de la Charte des Nations Unies et du droit international, de faire respecter par Israël le droit international humanitaire incorporé dans cette convention; [...]»

Expulsés par la destruction de maisons

Le Comité israélien contre la destruction de maisons (ICAHD) estime à 12 000 le nombre de maisons palestiniennes détruites arbitrairement depuis 1967, dont plus de 4000 rien que dans les sept dernières années. Le nombre de sans-abris est estimé à 50 000. Les maisons sont détruites par l'armée à l'aide de bulldozers, de pelleuses et d'explosifs, souvent sans préavis. A l'arrivée des unités de démolition, les personnes touchées n'ont souvent que quelques minutes pour rassembler quelques affaires et quitter leur maison.

Le siège de Gaza: un crime contre 1,4 million de civils

Depuis que le gouvernement israélien a déclaré Gaza «zone hostile», 1,4 million de civils subissent une punition collective sans précédent de la part de la puissance occupante.

Des dizaines de personnes sont mortes suite à la pénurie de médicaments ou par l'impossibilité de se rendre dans des hôpitaux extérieurs. Les besoins les plus vitaux, comme l'eau potable, l'électricité, la nourriture, les fournitures nécessaires et les pièces détachées essentielles pour le fonctionnement des hôpitaux manquent cruellement. Le bouclage total, l'emprisonnement d'une partie «superflue de l'humanité» fait partie du rejet de la reconnaissance du peuple palestinien avec ses droits inaliénables. II



Notes bibliographiques

Palestiniens (1947-1949), L'Atelier, Paris, 2007.

Ce livre, qui constitue une édition actualisée et augmentée du *Péché originel d'Israël* (L'Atelier, 1998 et 2002), présente une synthèse des ouvrages des «nouveaux historiens» israéliens consacrés aux racines du conflit israélo-palestinien et dont beaucoup n'ont toujours pas été traduits en français.

• **Rashid Khalidi, Palestine, Histoire d'un Etat introuvable, Actes Sud, 2007.**

Titulaire de la chaire Edward Said à Columbia University, l'auteur décrit le jeu des principaux acteurs qui ont enfoncé

la Palestine dans une «cage de fer». Livre de référence et synthèse indispensable de 1920 à nos jours.

• **Michel Warszawski, A tombeau ouvert. La crise de la société israélienne, La Fabrique, Paris, 2003.**

Le militant pacifiste franco-israélien lance un réquisitoire contre l'«intégrisme militaire», le messianisme, la «*mentalité coloniale*» et le racisme qui gangrènent la société israélienne.

• **Ella Shoat, Le Sionisme du point de vue de ses victimes juives. Les Juifs orientaux en**

Israël, La Fabrique, Paris, 2006.

L'auteure analyse les racines historiques de l'«*oppression structurelle que subissent les Juifs orientaux en Israël*» et montre comment le sionisme, idéologie eurocentrée et coloniale, a conduit à l'acculturation et à la dévalorisation des Arabes juifs.

• **Histoires d'Israël «Manière de voir» bimestriel du Monde diplomatique, n° 98, avril-mai 2008, coord. par Dominique Vidal.**

Notes bibliographiques ci-dessus tirées de cette publication.



Extrait du programme des activités des CUP Genève, Vaud et Neuchâtel

Conférence - discussion avec:

• **Souhad Bishara** Avocate coord. ADALAH, ONG pour la défense des droits de la minorité arabe en Israël.

• **Mahmoud Zeidan** Activiste d'Aidoun, réseau de défense des droits des réfugiés-e-s palestiniens au Liban, co-fondateur des archives de la Nakba.

• **Hanna Swaid** Députée du *Hadash* à la *Knesset* (parlement israélien), *Arab Center for Alternative Planning*.

Ces intervenant-e-s se trouvent en Suisse sur invitation du «Forum pour les droits humains en Israël/Palestine» de Berne. Org: CUP-GE

LAUSANNE

Jeudi 15 mai 20h. - Salle des Cantons, Gare CFF.

Meeting avec:
 • **Michel Warszawski** AIC, Jérusalem
 • **Samaha Khouri** Centre d'études et recherches sur le Monde Arabe et Musulman, Uni Bordeaux 3
 Org: CUP-VD.

GENÈVE

Vendredi 16 mai 20h. - Aula UNI-Mail (salle à confirmer).

Meeting avec:
 • **Ilan Halevi** Ancien représentant de l'OLP en Europe

• **Jean Ziegler** Ancien rapporteur spécial ONU sur le droit à l'alimentation

• **Rach El Herfi** Union Générale des

Etudiant-e-s de Palestine CUPS - France

• **Samaha Khouri** Centre d'études et recherches sur le Monde Arabe et Musulman, Uni Bordeaux 3
 Org: CUP-GE

GENÈVE

Samedi 17 mai 8 heures pour la Palestine (org CUP-GE)

13h - 14h30:
Action de rue
 A la place du Molard avec Génération Palestine (check point) et missions civiles: protection récoltes d'olives, solidarité femmes, patrimoine culturel, protection de la population civile...

15h - 18h: **Deux séminaires** à la MQP (Maison de Quartier des Pâquis, 50 r. de Berne)

■ Palestine: histoire d'un conflit pas comme les autres

Introduction de **Samaha Khouri** Université Bordeaux 3 Centre d'études et recherches sur le Monde Arabe et Musulman.

■ **Les réfugiés-e-s palestiniens, le droit au retour, en finir avec l'expulsion**
 Introduction de **Riccardo Bocco** Professeur IHEID Genève.

Dès 19h:
Repas - Convivialités et Défilé de costumes (MQP)

20h30:
 «Palestine-Israël, histoire d'une terre»
 Film de Simone Bitton (IUED/MQP)

60 ans d'Israël

60 ans d'expulsion du peuple palestinien

„Je suis pour le transfert forcé. Je ne vois rien là d'immoral.“

David Ben Gourion à l'Exécutif de l'Agence juive, juin 1938. En 1948, il sera Premier ministre d'Israël.

SPONSORISEZ la campagne d'affichage nationale à l'occasion du 60^e anniversaire de la Nakba

L'affiche ci-contre au format «mondial» fleurira sur les panneaux de la SGA dans les principales villes suisses (Bâle, Berne, Genève, Lausanne, Zurich, Neuchâtel,...) dans la première quinzaine de mai.

Le CUP-Genève par ex. vise à trouver les sponsors pour 75 affiches ou plus à Genève et Nyon (pour profiter de l'offre «réseau» de la SGA).

Merci de nous confirmer au plus vite votre commande par E-mail à: info@urgencepalestine.ch ou par poste au: CUP - 15 Savoises - 1205 Genève, avec:

• Le nombre d'emplacements à 80 francs par affiche dont vous désirez être le sponsor.

• Votre commande (nbre d'ex.) du cahier spécial complet gratuit (4 p.): «1948 - 2008 Palestine colonisée - peuple dépossédé» avec les thèmes et le programme d'activités des CUP romands à l'occasion du 60^e anniversaire de la Nakba.

Nous vous enverrons un BV pour le règlement, n'oubliez donc pas d'indiquer votre adresse postale. Merci pour vos soutiens à nos activités... CUP-Genève, CCP 17-766771-3